

L'AEFO appuie l'adoption du projet de loi 122 – Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires

OTTAWA, le 9 avril 2014 – L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) se réjouit que le projet de loi 122 – *Loi de 2014 sur la négociation collective dans les conseils scolaires*, soit adopté en troisième lecture à l'Assemblée législative de l'Ontario. Cette loi permet un meilleur encadrement et un processus plus clair de résolution des enjeux clés dans les négociations collectives en éducation et crée des rôles et responsabilités mieux définis pour toutes les participantes et tous les participants.

« Ce qui réjouit l'AEFO plus particulièrement, c'est le fait que le gouvernement ait retenu notre recommandation prioritaire, celle de la mise en place d'une seule table centrale pour le secteur francophone aux prochaines négociations entre l'AEFO, le gouvernement, l'Association des conseils scolaires publics de l'Ontario (ACEPO) et l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC), » a déclaré le président de l'AEFO, Carol Jolin. « Cet amendement – qui a été avancé dans l'intérêt de toutes et de tous – devrait assurer un processus qui soit plus clair, équitable, transparent, collaboratif, sans surprises et sans ambiguïté pour toutes les parties concernées, » a ajouté M. Jolin.

En février dernier, le président de l'AEFO avait présenté un mémoire au Comité permanent de l'Assemblée législative à Queen's Park avec dix recommandations qui visaient à rendre le projet de loi plus efficace pour les intervenantes et intervenants impliqués dans la négociation. Le mémoire complet peut d'ailleurs être consulté au lien suivant : www.aefo.on.ca/memoires/Memoire_projet_loi_122_2014.pdf.

L'AEFO compte environ 10 000 membres et représente les enseignantes et les enseignants des écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario, tant catholiques que publiques, en plus du personnel professionnel, administratif et de soutien œuvrant dans différents lieux de travail francophones.

-30-

Source :

Marilyne Guèvremont

Cadre – service des communications

613 244-2336, poste 309, 613 850-6410

mguevremont@aefo.on.ca